ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

19 avril 2010
10e année
Nº 15

AZA
8044 Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

De quelles sortes de banques avons-nous besoin?

Problèmes posés par les banques «too big to fail»

par W. Wüthrich

Ces jours-ci a eu lieu l'Assemblée générale ordinaire d'UBS. Les actionnaires sont inquiets et l'ont dit. Ils ont en particulier refusé de donner décharge aux dirigeants pour les mauvaises décisions prises au cours de ces dernières années. Non seulement les actionnaires mais tout le monde, sur la planète, se demande ce qu'il va advenir de notre ordre financier, de nos banques, des dettes qui grimpent en flèche, et, de manière générale, de notre argent.

Dans ce numéro, Horizons et débats aborde une question que l'on se pose particulièrement en Suisse: Nos deux grandes banques ne sont-elles pas trop importantes pour notre petit pays? Que faire pour que le contribuable n'ait plus à payer pour les mauvaises décisions des grandes banques?

Dans un second article, nous présentons le dernier ouvrage de Hans Christoph Biswanger qui donne une réponse dès son titre: «Vorwärts zur Mässigung» (Vers la modération). De 1969 à 1995, Biswanger a enseigné l'économie à l'Université de Saint-Gall. Depuis de nombreuses années, on apprécie ses prises de position pertinentes relatives à la politique et l'économie.

«Too big to fail» signifiait autrefois qu'une société était trop grande et solide pour faire faillite, même en temps de crise. *Swissair*, par exemple, avait cette réputation. Mais le sens a changé. Aujourd'hui, on entend par là qu'une banque est trop importante pour qu'on la laisse faire faillite car on subirait de graves dommages financiers. On dit qu'elle est «system relevant» et doit être sauvée. En Suisse, *UBS* et *Crédit suisse* sont «system relevant» et jouissent d'une certaine garantie de l'Etat, comme les banques cantonales ou *Postfinance*. *UBS* a déjà bénéficié d'une aide importante de la Confédération et de la Banque nationale. La signification de cette garantie implicite est controversée. Ceux qui y sont opposés estiment que cela les incite à prendre des risques qu'elles ne prendraient pas autrement.

Une chose est claire: Les peuples ne peuvent plus s'offrir de plans de sauvetage comme ceux qui ont été appliqués dans de nombreux pays ces deux dernières années. Et personne ne sait si les conséquences dévastatrices de la crise financière pourront être maîtrisées. La frustration de la population est grande. C'est pourquoi la question de savoir ce qu'il faut faire pour qu'une crise de cette ampleur ne se reproduise plus est centrale. De nombreuses propositions ont été faites: les grandes banques multinationales devraient agir plus prudemment, faire moins de dettes, augmenter leurs fonds propres et leurs réserves. Les départements spécialisés dans les investissements et la spéculation devraient être dissociés de ceux qui s'occupent des opérations ordinaires et constituer des banques séparées (*Volcker Rule*). Les banques multinationales devraient adopter une structure de holding, c'est-à-dire que leurs agences de l'étranger devraient y être reconnues juridiquement comme des filiales indépendantes (qui peuvent faire faillite séparément). En outre, on se demande s'il faut édicter des règles plus strictes et mieux surveiller les banques. Doivent-elles payer des impôts spéciaux ou cotiser à un fonds de garantie destiné à les sauver en cas de difficultés? Mais la question essentielle reste celle des causes de la crise. Les connaissons-nous vraiment?

Ces derniers jours, deux manifestations ont eu lieu en Suisse sur la problématique «too big to fail». *Thomas Jordan,* sous-directeur de la *Banque nationale suisse,* a fait un exposé à ce sujet devant le *Forum für Universität und Gesellschaft* de Berne. Presque simultanément, *Avenir Suisse* organisait une conférence de presse à Zurich. L'économiste *Boris Zürcher* y a présenté une étude de 60 pages. Il était assisté d'*Yvan Lengwiler* de l'Université de Bâle. Nous résumons ci-dessous l'essentiel de ces manifestations.

Les trois intervenants sont d'avis qu'il faut absolument trouver une solution au problème des banques «too big to fail» et que c'est une urgence en Suisse. Par rapport à l'économie du pays, les deux grandes banques sont beaucoup plus importantes que les banques comparables d'autres pays. Pour Thomas Jordan (BNS), «les deux grandes banques ont un endettement plus de quatre fois supérieur au PIB de la Suisse.» Leur sauvetage pourrait dépasser les moyens financiers de notre petit pays. Ces banques devraient, étant donné leur importance, disposer de plus de réserves et de plus de liquidités que les autres banques. En outre, il faudrait voir si, en cas de crise, des départements des banques importants pour la population pourraient être rendus indépendants.

Vaincre les résistances

Bien que la situation soit urgente, il faut s'attendre à des résistances, a déclaré Jordan. «Les banques essaieront de s'opposer à des mesures radicales. Nous avons besoin non seulement de trains de mesures mais avant tout de la volonté politique de les appliquer. […] Nous ne devons pas oublier les graves dommages causés par la crise, même si la situation économique s'est améliorée. Nous ne devons pas non plus nous laisser arrêter par la résistance de banques.

Le modèle commercial des banques est-il contestable?

Boris Zurcher, économiste en chef d'*Avenir Suisse*, a pris pour point de départ la question suivante: Comment se fait-il que les deux grandes banques aient été prises dans le tourbillon des événements et comment se fait-il qu'elles aient pu perdre en très peu de temps la presque totalité de leur capital propre alors que d'autres banques tournées vers la Suisse ont été largement épargnées par la tourmente des marchés financiers?»

Pour Zürcher, le modèle économique des deux grandes banques a changé depuis le milieu des années 1990. Les opérations bancaires traditionnelles ont cédé de plus en plus la place à l'«investment banking», qui consiste dans les opérations boursières et monétaires pour le compte des clients ou de la banque, dans le conseil et la médiation lors de l'achat et de la vente de participation à des sociétés, etc. Les deux banques se sont «globalisées», si bien que la part des opérations indigènes n'a cessé de diminuer par rapport aux opérations globales. Ces dernières ont été de plus en plus effectuées en devises étrangères. Ainsi, *UBS* et le *Crédit suisse* sont si bien implantées aux Etats-Unis que là-bas, elles sont également «system relevant». Leur stratégie de mondialisation s'est accompagnée d'une augmentation de leurs dettes, de prises de risques accrues et d'une augmentation des rendements.

En 2007, *UBS* travaillait avec un capital social de 2500 milliards de francs (depuis, il a diminué de moitié). A l'époque, le capital propre représentait 2%. Les 98% restants étaient des dettes. Le professeur Yvan Lengwiler a qualifié ce rapport de «mélange explosif» qui a permis d'augmenter le volume d'affaires d'un facteur 20 ou 30. Les rendements et les risques ont augmenté d'autant.

Des profits de 8, 10, 12 milliards de francs suscitaient l'admiration en maints endroits. Comme les banques américaines d'investissement, nos deux grandes banques ont, au cours des deux ans précédant la crise, obtenu des rendements bruts (bénéfices par rapport au capital propre) d'environ 25%. Pour Zürcher, de tels rendements pourraient tout à fait servir de critères des risques qu'une banque est prête à prendre.

Le professeur Lengwiler a évoqué les rendements élevés que l'on recherche de nouveau maintenant que la phase aiguë de la crise est passée. Il éprouve un malaise à apprendre que le Crédit suisse s'est de nouveau fixé comme objectif un rendement de 18% et que le département des investissements d'UBS (qui a récemment fait courir de gros risques à la banque) gagne de nouveau des milliards. Une grande banque qui représente un risque systémique pour un petit pays devrait effectuer des opérations bancaires tout à fait normales et faire des profits normaux.

Que faire?

La garantie d'Etat implicite pour les deux grandes banques ne correspond pas à l'ordre économique libéral. *Avenir Suisse* propose dans son document que la Suisse y renonce expressément et instaure une procédure d'insolvabilité pour les banques dont l'objectif, en cas de faillite, ne soit pas la liquidation mais le redressement financier. Les éléments principaux de cette procédure devraient cependant être réglementés. Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Les exemples de Swissair et de l'Islande

La faillite de *Swissair*, qui était due à sa stratégie de globalisation, a été citée en exemple lors de la conférence de presse d'*Avenir Suisse*. Les actionnaires ont tout perdu et les

Suite page 2

Le coût de la guerre

La surveillance des citoyens vient encore d'être resserrée au Etats-Unis, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Nous sommes en possession d'un document de la grande banque américaine *Citigroup* qui précise les nouvelles dimensions de la surveillance. «A partir du mois d'avril, les retraits en liquide ne seront plus possibles sans demande écrite préalable. Le délai est de 7 jours.

Citigroup veut apparemment empêcher ainsi, sur ordre de la *Federal Deposit Insurance Corporation* (fonds d'assurance des dépôts américains), que lors d'une éventuelle nouvelle crise financière, les gens se ruent sur les banques. On présente cette mesure à la clientèle comme une mesure d'ordre «technique». *Citygroup* avoue également sans ambages qu'elle a été la première à informer ses clients parce qu'elle veut empêcher que ne se renouvellent les retraits en liquide incontrôlés qui ont failli provoquer l'effondrement du système financier et de nombreuses banques à l'automne 2008. Au cours du premier trimestre de cette année déjà, 40 (!) nouvelles banques américaines ont fait faillite. Il est intéressant de constater que *Citigroup* fait également savoir à sa clientèle que cette mesure concerne aussi bien les petits montants que les montants élevés. On n'obtient plus d'argent liquide que si l'on remplit à temps un «formulaire de retrait».

A Washington, on envisage à huis clos la possibilité – comme toujours «purement théorique» – d'une faillite de l'Etat et d'une réforme monétaire. Il semblerait que le plan B d'une telle situation d'urgence soit déjà dans les tiroirs du Trésor. D'après les dernières informations de *Bloomberg* et de *Shadowstats,* les Etats-Unis se trouvent déjà confrontés à une faillite d'Etat théorique. Voici la situation, certes catastrophique mais réaliste: La population s'appauvrit de plus en plus. Maintenant déjà, un Américain sur cinq ne mange pas à sa faim. Les aides de l'Etat à l'alimentation ont augmenté l'année dernière de 45%.

Le taux de chômage réel, selon les spécialistes, est de 22%. Au cours des 12 prochains mois, le gouvernement devra rembourser pour 3,5 billions de dollars de crédits à court terme. Cela représente le taux incroyable de 30% du PIB. Les Etats-Unis ont besoin de la totalité du budget annuel uniquement pour leurs dépenses militaires et l'amortissement des dettes. L'annonce faite par le Président *Obama* il y a quelques semaines selon laquelle il fallait, dans le nouveau budget, faire de nouveaux emprunts pour 1,8 billions de dollars «seulement» est déjà dépassée! Les guerres en Irak et en Afghanistan continuent de faire grimper les dettes à des hauteurs astronomiques. Au sein du gouvernement, des voix se sont déjà élevées pour demander l'instauration d'un droit de la guerre.

Source: Vertraulicher Schweizer Brief, nº 1246 du 1/4/10

Sommaire

Il n'y a pas qu'en Grèce que ça grince *page 3*

Bellicistes à l'intérieur et l'extérieur de l'Allemagne *page 3*

Humanité, solidarité et courage civique – à l'époque et aujourd'hui *page 4*

Une cloche de la paix pour Henry Dunant *page 5*

Arguments contre le libre-échange agricole *page 6*

«Vers la modération»

ww. Quelles sont les missions d'une banque? Est-elle au service de la population en recevant des dépôts et en accordant des crédits, en émettant et administrant des titres, en effectuant des opérations boursières, des transactions et en conseillant sa clientèle en matière financière? Contribue-t-elle ainsi à l'évolution sociale? Ou doit-elle obtenir des rendements les plus élevés possible pour ses investisseurs, s'agrandir sans fin, si possible dans le monde entier, prendre des risques? Doit-elle rétribuer ses directeurs comme des princes?

Le titre du dernier ouvrage du professeur *Hans Christoph Biswanger* «Vorwärts zur Mässigung» (Vers la modération) convient bien au débat actuel. Il constitue un tour d'horizon à travers l'œuvre de l'auteur. Ceux qui cherchent des suggestions de solutions à la crise actuelle ne seront pas déçus. Biswanger propose une restructuration du système monétaire en relation avec une réorientation de l'économie: Il faut abandonner la recherche unilatérale de taux de croissance élevés et s'orienter vers une meilleure préservation des ressources naturelles qui se raréfient et vers le respect de l'environnement. Une croissance modérée et davantage d'argent en circulation sont certes indispensables pour ne pas mettre en danger le fonctionnement de l'économie moderne mais la «modération» est nécessaire. Qu'est-ce que cela signifie dans le domaine financier?

Restructuration du système monétaire

Biswanger propose une procédure qui va plus loin que les propositions de *Thomas Jordan* (*BNS*) ou de *Boris Zürcher* (*Avenir Suisse*). Il faut restructurer le système monétaire et réorienter l'économie. Il signale un point névralgique du système bancaire:

ISBN 978-3-86774-072-2

Les banques centrales ont des moyens limités d'agir véritablement sur la masse monétaire. Contrairement à autrefois, non seulement les banques centrales mais aussi les banques d'affaires peuvent créer de l'argent pour ainsi dire à partir de rien et accorder des crédits avec cet argent.

Ainsi, une banque accorde à un particulier un crédit à la construction de 500 000 francs. Ce montant est porté à l'actif de la banque en tant que promesse de paiement sans qu'elle doive entamer ses réserves de liquidités. C'est ainsi que l'on crée de l'argent. Lorsque le particulier paie son architecte ou ses entrepreneurs, la promesse de paiement est transférée à d'autres personnes. Quand celles-ci effectuent des paiements, il en va de même. En règle générale, la banque n'effectue pas de paiements réels qui toucheraient aux dépôts de fonds et à ses réserves. La seule chose qui change, ce sont les écritures, si bien que l'on parle ici de «monnaie scripturale». De cette manière, on peut augmenter considérablement le volume des crédits. Pour Biswanger, cette procédure (dans le détail de laquelle nous n'allons pas entrer ici) est une source d'instabilité. Les problèmes apparaissent quand de nombreux clients perdent simultanément confiance dans leur banque et veulent récupérer leur argent.

Retour à la monnaie véritable

Biswanger ne demande pas le retour à l'étalon-or. Sa réforme monétaire consisterait essentiellement dans le fait pour les banques de renoncer à créer de l'argent pour ainsi dire à partir de rien et de ne plus prêter l'argent qu'elles n'ont pas. Seule la Banque centrale aurait le droit de créer de la monnaie et de contrôler ainsi efficacement sa circulation. Le système monétaire serait plus stable.

Comment la Banque centrale doit-elle mettre en circulation de l'argent neuf? Pour l'auteur, il existe plusieurs moyens:

1. Comme par le passé, elle pourrait attribuer cet argent aux banques commerciales. Celles-ci pourraient alors accorder plus de crédits qu'elles n'ont d'argent provenant de l'épargne.
2. Elle pourrait mettre en circulation l'argent neuf non pas par le biais des banques mais par celui d'institutions d'intérêt général, par exemple l'assurance vieillesse ou le système de santé. Ce qui est déterminant, c'est qu'elle détermine elle-même la quantité d'argent neuf (et qu'elle ne finance pas simplement des dépenses de l'Etat en faisant fonctionner la planche à billets).
3. Elle pourrait mettre l'argent neuf à la disposition des communes et celles-ci pourraient émettre de la monnaie régionale à utiliser pour acheter des biens et des services produits par les régions. Cette monnaie pourrait fonctionner comme une «monnaie fondante» telle que l'avait proposée *Silvio Gesell*. Elle perdrait de sa valeur si elle était thésaurisée et non pas dépensée intelligemment, par exemple pour l'école ou la formation.

Une distribution directe de l'argent neuf aux ménages serait également imaginable. Ainsi la ville de Saint-Gall a, au plus fort de la crise, remis aux ménages des bons avec lesquels la population pouvait faire ses achats dans les commerces locaux. La Banque centrale pourrait également promouvoir la consommation dans une situation de crise.

Biswanger voit dans ce genre de réformes un point de départ approprié pour une stratégie de modération et de développement durable. Une telle réforme monétaire ne resterait pas centrée sur les banques et surtout les grandes, mais impliquerait bien davantage la population.

Autres mesures

Certes, cette réforme ne suffirait pas; elle devrait être complétée par d'autres mesures. Voici ce que l'auteur propose dans son ouvrage:

Biswanger voit dans l'idée et la structure de l'actuelle société anonyme une des causes principales de la démesure. Ses modèles sont les compagnies commerciales des XVIIe et XVIIIe siècles qui étaient souvent si importantes et puissantes qu'elles formaient des Etats dans l'Etat. L'*East Indian Company* et l'*Hudson Bay Company* en sont deux exemples. La Révolution française, attachée au libéralisme, a supprimé systématiquement toutes les compagnies commerciales et ne reconnaissait qu'aux personnes physiques le droit de faire du commerce.

Sur le continent européen, ce n'est que dans le dernier quart du XIXe siècle et après de longs débats, que l'on put fonder des sociétés anonymes et qu'elles furent mises sur le même pied que les personnes physiques. Ce changement fut favorisé par la construction des lignes de chemin de fer privées qui avaient besoin de capitaux importants. Aux Etats-Unis, cette évolution eut lieu plus tôt, mais dans des limites étroites. Le capital maximum de la société anonyme resta longtemps limité, de même que sa durée de vie, et il était interdit de vendre ses actions à d'autres sociétés.

La forme juridique de la société anonyme resta incontestée durant le XXe siècle parce qu'elle vise fondamentalement à croître sans limites et qu'elle devient ainsi un facteur de pouvoir dans la société. Les représentants de l'ordo-libéralisme, comme *Walter Euken* et *Wilhelm Röpke* avant tout, étaient gênés par le fait que les sociétés anonymes qui se développaient de plus en plus conduisaient à des concentrations de pouvoir et nuisaient au fonctionnement des marchés. Biswanger s'associe à cette tradition quand il écrit:

«La société anonyme n'a pas seulement entraîné des restrictions de concurrence mais une tendance toujours plus forte aux excès de la spéculation, c'est-à-dire à la formation de bulles financières qui, lorsqu'elles

Le professeur Hans Christoph Binswanger a enseigné l'économie à l'Université de Saint-Gall de 1969 à 1995. Il s'est plusieurs fois exprimé sur la crise financière: «Aujourd'hui, les gouvernements cherchent une solution à la crise uniquement dans une augmentation de la masse monétaire par le biais de l'endettement et des crédits à faible taux. On pense pouvoir pratiquer la même politique qu'avant quand la crise sera maîtrisée. Nous devrions cependant nous demander comment on en est venu à cette crise et tirer les conséquences de l'analyse afin de ne pas retomber rapidement dans une nouvelle crise. C'est le seul moyen de restaurer durablement la confiance dans l'économie. C'est plus important que la controverse sur les bonus.»

éclatent, peuvent dégénérer en crises économiques. Ces dérives sont largement responsables des différentes crises financières du passé, en particulier de celle de 1929, mais également de celle de 2008.»

Comment peut-on réformer la société anonyme et encourager d'autres formes d'entreprises? Comment créer une économie qui maintienne la concurrence, assure une meilleure stabilité de l'économie et permette de respecter l'environnement?

La croissance considérable des sociétés anonymes pourrait être limitée d'une manière analogue à ce qui s'est passé au XIXe siècle. Biswanger voit une alternative à la société anonyme dans des formes d'entreprises qui reposent sur la responsabilité personnelle ou qui soumettent l'utilisation du capital à des objectifs précis. La responsabilité personnelle est un élément essentiel de la société de personnes. De nombreuses PME ont cette forme, mais certaines banque assez importantes l'ont également. En tant que société solidaire, elle est également liée à des personnes et son capital est affecté à des objectifs précis. Une coopérative de consommation, par exemple, met son capital au service des consommateurs ou une banque Raiffeisen l'utilise au service de ses clients, c'est-à-dire des coopérateurs qui y déposent leur argent ou demandent des crédits.

«De quelles sortes de banques ...»
suite de la page 1

détenteurs d'obligations presque tout. Et les milliards que la Confédération avaient investis ont également été perdus. Mais la compagnie d'aviation est renée comme le phénix de ses cendres. Elle a été réorganisée, réduite, a reçu un nouveau nom et un nouveau propriétaire. Après une brève interruption, les avions ont repris du service et la société fait de nouveau des profits.

A cet égard, il est intéressant de regarder en direction de l'Islande car c'est un des rares pays qui n'ait pas sauvé ses trois grandes banques. La banque centrale islandaise et le gouvernement n'étaient absolument pas en mesure de sauver de la faillite ses banques beaucoup trop grandes pour le pays et mondialisées elles aussi. L'Islande est un petit pays dont l'économie est trente fois moins importante que celle de la Suisse.

Comment s'est déroulée la faillite des trois banques islandaises? L'ancien économiste en chef de la *Kaupthing Bank Asgeir Jonsson* a, dans son livre «Why Iceland?», présenté le modèle économique des banques islandaises et évoqué de manière frappante les événements qui ont conduit à l'effondrement. Dans les années précédant la crise, les banques islandaises, à l'instar des banques d'investissement américaines et des deux grandes banques suisses, a réalisé des rendements élevés. En 2006, la *Kaupthing Bank* avait réalisé un rendement de plus de 40% sur son capital propre. La faillite des trois établissements s'est soldée de la même manière que celle de *Swissair*: les actionnaires ont tout perdu et les détenteurs d'obligations presque tout. Les banques ont été réorganisées, considérablement réduites et la direction remplacée. Leur modèle économique a été «renationalisé», c'est-à-dire réorienté vers le marché intérieur. Elles ont reçu un nouveau nom – comme swissair –mais l'activité n'a jamais été interrompue. Les guichets sont restés ouverts, les distributeurs de billets ont continué de fonctionner et les transactions financières se sont poursuivies sans problèmes. Les Islandais ont continué à déposer leurs économies et elles sont toujours garanties par une assurance des dépôts. On a continué d'accorder des crédits aux sociétés. Comme Jonsson le montre avec précision, on a réussi à réaliser une faillite contrôlée, à réduire considérablement la voilure des banques et à leur donner une nouvelle orientation.

En Islande, le problème consiste aujourd'hui dans le fait que l'assurance des dépôts ne suffit de loin pas pour l'épargne étrangère qui avait été attirée par des intérêts élevés. On n'a pas résolu la question politique et juridique de savoir si les contribuables islandais devraient passer à la caisse.

Avenir Suisse propose une procédure d'insolvabilité semblable pour la Suisse. Une banque ne serait pas liquidée mais assainie par des instances étatiques et transformée. D'importantes composantes «system relevant» subsisteraient. Une telle procédure fixée dans la loi constituerait un signal adressé aux deux grandes banques pour qu'elles repensent leur modèle économique. Selon *Avenir Suisse,* elle les disciplinerait mieux que n'importe quelle surveillance ou directives strictes. Il existe déjà une législation. L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) peut, sur la base des articles 25 à 32 de la Loi sur les banques, «charger une personne de l'assainissement de la banque (délégué à l'assainissement)» et lui donner des compétences étendues.

Perspectives

Tout cela a l'air trop simple et ne pourra pas être appliqué sans problèmes aux banques multinationales. Les décisions d'un juge des faillites suisse seraient-elles appliquées à l'étranger? Les banques islandaises ont fait des expériences dans ce domaine: Le gouvernement Brown avait tenté de saisir les actifs des banques islandaises en faillite pour indemniser les épargnants anglais qui avaient placé leur argent en Islande. Le rapport du *Comité de Bâle sur le contrôle bancaire* (qui vient d'être publié) explique qu'il ne faut pas s'attendre dans un proche avenir à des procédures unifiées lors de faillites de grandes banques (*Neue Zürcher Zeitung* du 20/3/2010).

Nous devrons donc continuer à chercher des mesures propres à éviter la faillite de grandes banques. L'ouvrage de *Hans Christoph Biswanger* apporte des suggestions à ce sujet. •

Il n'y a pas qu'en Grèce que ça grince

par Eberhard Hamer

Depuis huit semaines, la crise de l'Etat grec domine la discussion publique avec l'arrière-pensée que celle-ci risque d'entraîner une crise de l'euro.

Les deux sont exagérés. Le produit social brut de la Grèce n'est pas plus élevé que celui du Land de Basse-Saxe, elle est donc marginale pour l'espace euro. Et la Grèce ne mettra en danger l'euro que si les eurocrates ne laissent pas la Grèce s'assainir elle-même et se précipitent au secours de la Grèce en toute hâte et avec trop de zèle. Dans ce cas la Grèce deviendrait un modèle pour d'autres pays faibles, tels l'Espagne, le Portugal, la Lettonie, l'Italie et la France et constituerait en fait un danger substantiel pour l'euro.

Ce n'est pas par un hasard que les USA crient que la Grèce représente une menace pour l'euro. Cela pourrait être une manœuvre de diversion pour que les investisseurs de fonds du monde entier cessent de fuir le dollar, qui est en déclin, pour aller vers l'euro parce que celui-ci leur semble plus stable.

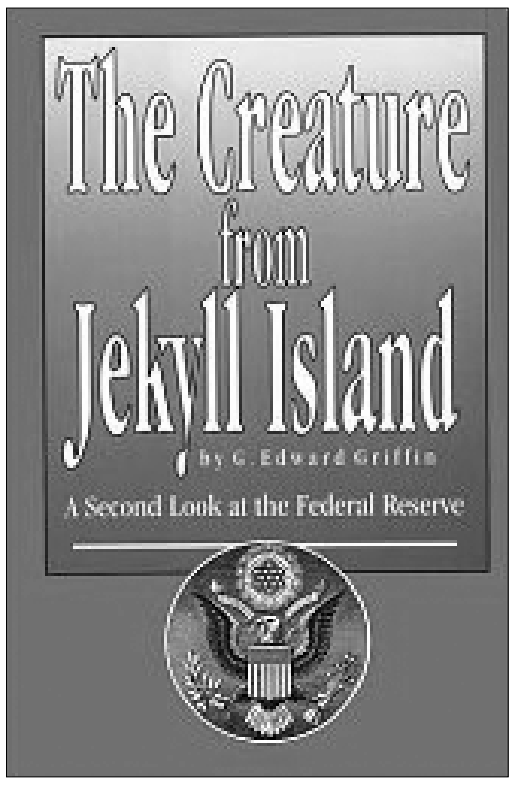
Le cas de la Grèce représente quand même un tournant pour l'Europe: l'excès d'argent qui est parti des Etats-Unis par le raz-de-marée financier de la FED et l'augmentation de placements toxiques, auraient dû entraîner l'effondrement des banques fautives, mais l'agent principal *Paulsson*, ancien directeur de banque et ministre des finances américain, a provoqué la crise des finances d'Etat en injectant aux banques la plus grande somme de tous les temps. Tout ceci est dissimulé et caché actuellement, rien que parce que la FED submerge le marché d'argent bon marché à 1% et maintient ainsi la liquidité des banques et des Etats risquant la faillite.

La soi-disant solution de la crise des finances privées ressemble à la tentative de guérir un toxicomane en lui fournissant sans limite de la drogue.

Et malheureusement, en cédant à la pression américaine, les pays européens ont commis la même faute. En reprenant à leur compte la crise des banques jouant à la roulette, ils ont entraîné l'endettement et la crise financière de l'Etat.

Actuellement on devrait évidemment réduire l'envahissement financier des marchés des capitaux par une hausse des taux d'intérêt. Mais cette augmentation des taux d'intérêt ruinerait les Etats qui se trouvent déjà au bord de la faillite et aggraverait encore la crise conjoncturelle par des difficultés de paiement de l'économie privée. Actuellement aucune banque centrale n'ose récupérer l'argent prêté à la légère.

(photo reuters)



«La crise du dollar et de l'euro a déjà commencé, il y a plusieurs années, par une hausse effrénée de la masse monétaire. Depuis plusieurs années, la FED n'a même plus avoué à quel point elle avait augmenté la masse monétaire chaque année, c'était en tout cas plus de 20%, dernièrement plus de 100%. L'inflation est donc voulue et au fond inévitable.»

Comme une vraie correction n'est encore ni arrivée ni n'est voulue, la crise persiste et se propage comme une métastase vers d'autres secteurs. De la crise financière privée vers la crise des finances de l'Etat, vers la crise réelle de notre économie, vers la crise de nos systèmes sociaux jusqu'à l'appauvrissement et aux troubles sociaux.

La Grèce n'avance en tête dans cette situation de crise que parce qu'elle est contrainte de faire des économies. Mais faire des économies fera grimper plus sûrement la spirale de la crise. Tous les autres pays qui voudraient faire des économies et qui doivent faire des économies, devront suivre l'exemple de la Grèce; même les USA en tant que pays le plus endetté au monde.

Il n'y a qu'une seule issue: des mesures d'économies drastiques pour empêcher la crise économique et sociale, c'est-à-dire l'inflation.

En pratique, les banques centrales ont déjà jeté les fondements de l'inflation par la submersion de l'argent. Réduire la masse d'argent, c'est comme un sevrage. Celui qui ne peut pas supporter les conséquences d'une désintoxication doit réduire lentement sa consommation, mais cela veut dire qu'il accepte encore plus longtemps sa toxicomanie.

Pour le dire encore une fois: La crise du dollar et de l'euro a déjà commencé, il y a plusieurs années, par une hausse effrénée de la masse monétaire. Depuis plusieurs années, la FED n'a même plus avoué à quel point elle avait augmenté la masse monétaire chaque année, c'était en tout cas plus de 20%, dernièrement plus de 100%. L'inflation est donc voulue et au fond inévitable.

Le problème des monnaies soumises à l'inflation, c'est juste de savoir quelle monnaie perdra plus vite sa valeur. Il y a une course internationale à la dévaluation. Dans ce processus, l'euro pourrait en tout cas rester plus stable que le dollar.

L'inflation résout bien des problèmes:

- Le gagnant de toute inflation, c'est le débiteur. Tous les Etats sont surendettés, donc ils sont les gagnants.
- L'inflation peut aussi corriger les dettes bancaires et les investissements toxiques, elle est donc également utile pour le système financier qui joue avec l'argent.
- L'inflation stimule l'économie parce qu'il y aura de faux profits et une fuite vers les biens réels et les investissements.
- Mais l'inflation sert avant tout les politiciens sociaux. Les prestations sociales sont dévaluées, et il n'y a pas besoin de les réduire formellement. Cela a déjà été prévu par le Bundestag allemand, qui a décidé une garantie du montant de la retraite, sachant que les retraites pourront de moins en moins être payées. Il s'est décidé pour la dévaluation au lieu de la réduction.

On continuera à nous raconter le conte de fées des économies publiques, mais nous vivrons en réalité l'inflation à des taux à deux chiffres. Les perdants sont ceux qui possèdent des valeurs monétaires, comme les actions, les titres de rente, les droits d'assurances, les fonds etc. Mais ceux qui ont un revenu stable ou qui reçoivent des allocations sociales, vont aussi y perdre à cause de la dévaluation. Les propriétaires de biens réels par contre seront gagnants, à moins qu'on ne leur présente la facture par des impôts qui augmentent.

Une chose est sûre: Nous avons joui d'une fausse prospérité durant les décennies passées. Celle-ci se réduira forcément et laissera des perdants sur le carreau. Les secteurs de la crise les plus touchés seront les systèmes sociaux avec ses allocations et avec ce que l'Etat pourra encore distribuer. La lutte entre les fournisseurs pour leurs prestations et les bénéficiaires pour ce qu'ils reçoivent s'aggravera. *Westerwelle* a été le premier qui a osé aborder ces problèmes du futur. Dans les années à venir, cela deviendra le principal sujet de la politique. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Bellicistes à l'intérieur et l'extérieur de l'Allemagne

par Karl Müller

La «Süddeutsche Zeitung» est un quotidien allemand qui ne se contente pas d'attaquer la Suisse, mais se trouve aussi en première ligne en matière de bellicisme politique allemand. Le responsable des pages de politique étrangère de ce journal, *Stefan Kornelius,* vient de publier un livre intitulé «Der unerklärte Krieg. Deutschlands Selbstbetrug in Afghanistan. Ein Standpunkt.» [«La guerre non déclarée. L'aveuglement de l'Allemagne à propos de l'Afghanistan.»]. Son propos fondamental est que «les soldats allemands doivent de nouveau apprendre à mourir et à tuer». Dans cet ouvrage il critique la retenue de la Bundeswehr dans les massacres de l'Hindu Kusch et réclame un engagement militaire allemand accru sous le titre «ayons le courage d'être impopulaires».

En fait, toute la propagande déversée depuis plus de huit ans n'a pas réussi à faire changer d'avis la population quant à cette guerre. Bien au contraire: l'opposition s'est renforcée d'année en année et atteint maintenant, selon la CIA elle-même, 80% de la population. Y contribue l'implication de soldats allemands dans les massacres, alors que 3 et quelques jours plus tard encore 4 d'entre eux ont perdu la vie récemment loin de chez eux. Tout ceci dans des tueries qui, selon un nombre grandissant d'experts occidentaux, ont perdu toute signification et enfonçant les pays dans un gouffre sans fond.

Au lieu de tirer les leçons de cette expérience, le gouvernement allemand cherche à renforcer le carnage. Officiellement, on lui donne le nom d'«espace de manœuvre», car les soldats allemands souhaiteraient, selon les thèses officielles, «plus de compréhension pour le fait qu'ils sont obligés de se défendre, même si c'est préventivement». Cela ressemble à un nouveau langage à la Orwell «… se défendre préventivement»!

C'est peut-être tout aussi «préventif» que pour les soldats américains en Irak qui, comme vient de le démontrer une vidéo, tuèrent depuis un hélicoptère, en 2007, des Irakiens innocents et, de plus, ceux qui voulaient porter secours au blessés. Ce n'est pas un cas isolé, et encore moins un hasard, mais bien voulu par les chefs – comme on peut en prendre connaissance dans le livre de *Joshua Key* intitulé «Putain de guerre!». Et on ne peut s'empêcher de s'interroger quand on lit, à propos de ce drame de 2007, que «les dialogues entre pilotes et tireurs correspondaient à ceux de jeunes gens jouant à la guerre dans un jeu vidéo» (*Neue Zürcher Zeitung* du 7 avril).

On n'est pas peu surpris de constater que les exhortations à la guerre ne viennent pas que des médias allemands, mais de pays de langue allemande, voire même de régions neutres. Car, que doit-on penser de ce journal en lisant, à propos de la réserve marquée en Allemagne, qu'on a affaire à une mentalité de repliement, voire un affichage de couardise, mais par ailleurs prendre note de louanges à propos de la politique belliciste d'*Angela Merkel?* Tout Allemand pacifique souhaite recevoir un autre message.

Le mouvement pacifique allemand «Friedensratschlag» à lui seul cause de graves soucis à toutes celles et tous ceux qui se veulent réellement pacifiques. Ainsi, lors de l'appel pour la marche de Pâques de cette année, il n'y a pas eu un mot pour dénoncer le véritable danger de guerre contre l'Iran, alors même que cette éventualité existe bel et bien. Même la nouvelle déclaration émise sous *Obama* «Nuclear Posture Review» renforce l'affrontement et menace fermement l'Iran d'une attaque nucléaire, alors même que ce pays ne possède pas de telles armes. Un général allemand aux quatre étoiles émit l'avis, lors d'un discours que bientôt des soldats allemands pourraient être envoyés en Iran. Dans un pays contaminé par les déchets nucléaires? En tant que troupe d'appoint de l'alliance de guerre israélo-américaine? Jusqu'où ira la «raison d'Etat» d'Angela Merkel? •

Apprendre à faire la guerre devant le petit écran

«La vision d'horreur réelle du bombardement de Bagdad apparaît terriblement familière dans la simulation et on ressent immédiatement comme une association avec les jeux vidéo de tir – les ‹Egoshooter› – en regardant cette scène. La sensation en est renforcée par le contenu du film. La brièveté de la scène de massacre et la détonation au moment de l'ouverture du feu donnent le sentiment qu'il s'agit vraiment d'un jeu sur ordinateur. On reçoit l'impression d'un mélange des différents niveaux de réalité – tellement la simulation et la réalité se sont déjà rapprochées. Les soldats, étant à coup sûr formés par jeux de simulation, ont appris à faire la guerre devant le petit écran.»

Source: Kölner Stadtanzeiger du 7/4/10

S'engager ensemble en faveur de la paix

Le Kazakhstan détient depuis le 1er janvier 2010 la présidence de l'«Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe» (OSCE). Dès le début de cette présidence, le ministre kazakh des Affaires étrangères, *Kanat Saudabayev,* avait annoncé dans une interview de *Kathpress* que ce pays d'Asie centrale voulait mettre en avant, pendant sa présidence, le dialogue des cultures et des religions.

A l'heure actuelle, les représentants les plus importants des communautés religieuses au Kazakhstan ont publié une déclaration commune dans laquelle ils s'élèvent contre toute instrumentalisation politique du fait religieux. Ils en appellent, de plus, aux responsables politiques et religieux du monde entier de s'engager ensemble en faveur de la paix. Les dirigeants religieux demandent avec insistance de chercher le dialogue interreligieux. Cette déclaration a été publiée à l'occasion de la présidence actuelle de l'OSCE.

Source: Vertraulicher Schweizer Brief, nº 1246 du 1/4/10

Humanité, solidarité et courage civique – à l'époque et aujourd'hui

Cahier pédagogique pour les écoles et des activités multiples pour l'année commémorative Henry Dunant 2010

par Urs Knoblauch

«L'humanité et la paix commencent dans les petites localités. La transmission adéquate des activités humanitaires d'*Henry Dunant* et de sa pensée visionnaire aux élèves et aux adolescents ainsi qu'aux adultes devra avoir des effets salutaires pour le développement de notre société. Les valeurs de base des activités d'Henry Dunant: Humanité – solidarité – courage civique –, devront influencer notre comportement de façon durable.»

Avec cet extrait du texte de programme gouvernemental du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, les intentions de l'«Année Dunant 2010» à Heiden sont très bien définies. De nombreuses personnalités de la politique, des organisations de la *Croix-Rouge*, de l'économie, de la culture, de la religion et du sport se trouvent dans le comité de patronage: *Jakob Kellenberger,* l'évêque *Markus Büchel, Walter Roderer* et le président de la Confédération *Hans-Rudolf Merz*, qui a écrit un libretto pour l'œuvre musicale multi-média «Henry Dunant – une vie dramatique».

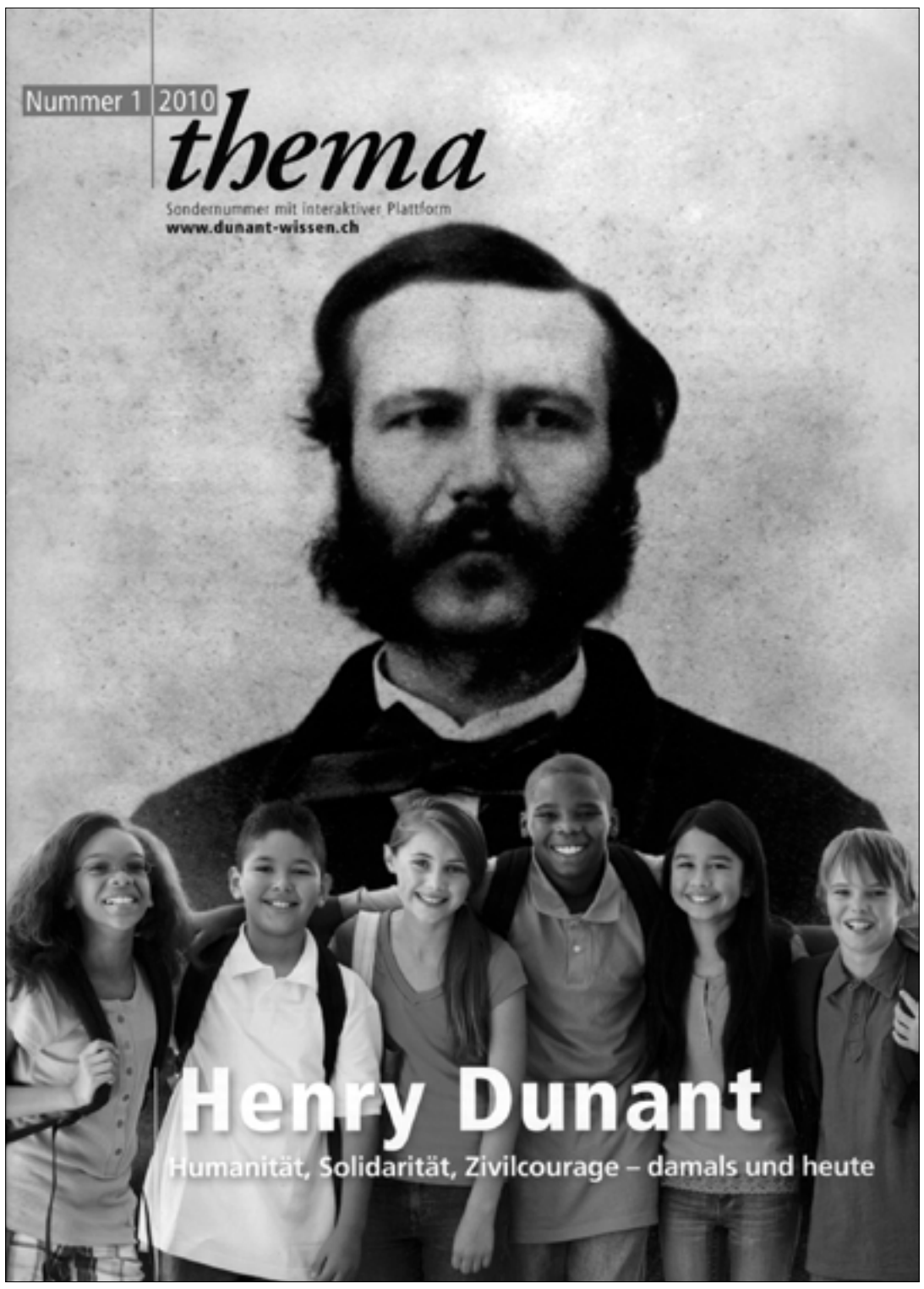
A l'occasion du centenaire de la mort du fondateur de la Croix-Rouge Henry Dunant (1828–1910), de multiples activités ont été préparées à Heiden où Dunant a passé les 23 dernières années de sa vie. C'est ici qu'en 1890 il a été nommé président d'honneur de la «Société de la Croix-Rouge Heiden». Le *Musée Henry Dunant* est au centre de ces activités. Ici, à Heiden, la station bien connue, avec sa vue magnifique sur le Lac de Constance, a été fondée en 2006 «l'Association Année Dunant 2010» avec l'objectif de réaliser des idées, des projets et des travaux de préparation pour l'année du jubilé. L'objectif principal est de transmettre à la jeune génération l'activité humanitaire d'Henry Dunant et de la Suisse. On a constaté que beaucoup d'élèves ne connaissent plus très bien l'histoire et l'importance de la *Croix-Rouge* et d'Henry Dunant. «L'œuvre d'Henry Dunant devra retrouver sa place dans la conscience des jeunes gens afin d'atteindre son efficacité pour l'avancement de la paix.» Avec la devise «On a besoin de toi!», cinq manifestations, deux expositions et une vente aux enchères d'art ont été conçues pour des classes scolaires et des adolescents en général.

Initier la jeunesse à l'humanité, la solidarité et au courage civique

En collaboration avec le Conseil d'éducation du canton de Saint-Gall, le matériel pédagogique excellent «Henry Dunant: Humanité, solidarité et courage civique – à l'époque et aujourd'hui» a été créé avec un site interactif, des feuilles de travail avec des commentaires pour les enseignants. (*www.dunant-wissen.ch*)

Les contenus peuvent très bien être adaptés à tous les âges, aux matières et aux thèmes. Ce qui est précieux dans ce cahier sur les activités d'Henry Dunant, c'est le texte, bien lisible et subtil, et les indications détaillées sur la situation historique et la biographie du fondateur de la *Croix-Rouge,* les références à la situation actuelle et les exemples pour la prévention de la violence, pour le développement et l'encouragement d'un comportement solidaire et avec le courage civique. Le groupe de rédaction et du concept a réussi un matériel pédagogique précieux pour l'éducation, orienté vers l'humanisme et la paix.

Dans la première partie du cahier de 35 pages, richement illustré et bien conçu, les stations et les événements historiques les plus importants par rapport à la biographie et aux activités d'Henry Dunant sont enseignés. Une bande informative sur l'histoire se trouve au bas de douze pages. Là, l'influence de l'esprit social de son milieu familial est clairement démontrée: «Henry Dunant est issu d'un milieu aisé. Le père *Jean-Jacques Dunant* était un commerçant prospère. Il était membre du Conseil représentatif, l'autorité législative de la ville de Genève de l'époque. Il s'est occupé d'orphelins et de récidivistes. […] La mère, de 10 ans sa cadette, était une personne sensible. Elle avait une santé faible et restait souvent alitée. Henry Dunant était très sensible et a développé un sens de la justice très prononcé. Il a accompagné sa mère dans ses visites régulières aux pauvres et aux malades dans les arrière-cours sales de la ville basse. Une fois avec son père, il a fait un voyage à Toulon (F) où il a vu la manière détestable dont étaient traités les prisonniers. Cela l'a marqué.»



Ce cahier pédagogique peut être obtenu auprès du «Kantonaler Lehrmittelverlag St. Gallen», tél. 071 846 60 90, info@lehrmittelverlag.ch, prix unitaire 6.50 frs (prix reduit pour des classes).

Cet épisode lui a fait comprendre que chaque être humain, surtout en commun avec d'autres, peut participer à la lutte contre «la misère de ce monde» et qu'il faut «s'unir dans une grande organisation». Henry Dunant, adolescent, a fondé dans ce sens, par ensemble avec des amis, le groupe «Union chrétienne de jeunes hommes». Encourager une tenue de vie humaniste et chrétienne était leur objectif. C'est ce qui est devenu plus tard l'association mondiale de l'*Union chrétienne de jeunes gens* (UCJG) qui compte aujourd'hui environ 45 millions de membres et qui est mondialement une des plus grandes organisations de jeunes.

Avec ces aperçus de la jeunesse du futur fondateur de la *Croix-Rouge*, on comprend comment les intentions humanitaires se sont développées déjà tôt dans son esprit et combien l'influence de l'école, des parents et de la société est importante. On comprend aussi comment, dans la tradition suisse, les familles aisées ont contribué à l'équilibre social parmi les citoyens. Le «modèle Suisse» de la démocratie directe et autodéterminée contient toujours des solutions constructives et solidaires des devoirs sociaux.

«Sono tutti fratelli» – nous sommes tous frères

La bataille de Solferino en 1859 est décrite de façon émouvante avec mention du grand nombre de soldats morts et grièvement blessés, aux environs du Lac de Garde et l'aide fournie par Dunant: «Plusieurs femmes, enfants et hommes ont aidé. ‹Tutti fratelli› – nous sommes tous frères – répétaient-elles avec émotion. Elles se sont occupées de tous les blessés de la même manière attentive, sans s'occuper de la nationalité ni de quelle armée ils provenaient.»

Lorsque Dunant a appris que les Français retenaient prisonniers des médecins autrichiens, il a prié *Napoléon III* (1808–1873) de permettre à ces médecins de s'engager pour l'aide aux blessés, ils sont devenus par la suite de bons samaritains pendant la guerre. Beaucoup de soldats ont ainsi pu être sauvés de la mort et des blessés graves ont reçu les soins nécessaires par cette aide spontanée, désintéressée et solidaire. Pour la première fois le principe de ce qui fut plus tard la *Croix-Rouge* a été appliqué: «Toutes les victimes de la guerre sont neutres et pas conséquent à traiter de façon égale».

De retour à Genève, Dunant écrivit son petit livre émouvant «Un souvenir de Solferino». Il y décrit de façon réaliste les atrocités de la guerre et développe sa vision de paix, d'une organisation neutre d'entraide, active mondialement, qui soulagerait la misère des gens en temps de guerre et qui aspire à des solutions pacifiques des conflits. «N'y aurait-il pas moyen, pendant une époque de paix et de tranquillité, de constituer des sociétés de secours dont le but serait de faire donner des soins aux blessés, en temps de guerre par des volontaires zélés dévoués et bien qualifiés pour une pareille œuvre?» Il a conclu son livre avec l'appel: «Des sociétés de secours aux blessés devraient être fondées dans divers pays d'Europe.»

Dans la brochure sont aussi mentionnés les revers de fortune personnels de Dunant, mais toujours aussi sa détermination, sa persévérance et sa capacité de gagner des gens à sa cause. Beaucoup de ses projets – des acquis humanitaires sociaux et culturels – ont été réalisés plus tard. Dunant voulait par exemple construire une bibliothèque mondiale pour une meilleure compréhension des peuples ou «une alliance mondiale pour l'ordre et la civilisation» avec un tribunal arbitral, aujourd'hui réalisés avec l'ONU, *la Cour Internationale de la Haye* et *l'Unesco.* Le couronnement de son travail a été la fondation de la *Croix-Rouge* en 1863 et à la suite la signature de la première *Convention de Genève* (1864) «concernant le soulagement du sort des personnes militaires blessés sur le champ de bataille», la construction mondiale de l'organisation humanitaire la plus précieuse et en 1901, l'attribution du premier prix Nobel de la paix.

Dans la deuxième partie du cahier pédagogique, toutes les organisations en relation avec la *Croix-Rouge* sont présentées. A partir de 1867, dans presque tous les pays européens, des sociétés nationales de la *Croix-Rouge* ont été fondées. En 1876, le Comité international a reçu son nom valable jusqu'aujourd'hui de CICR, «Comité International de la Croix-Rouge». En 1919, les «Sociétés de la Croix-Rouge de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon et des

Suite page 5

Programme de l'«Année Dunant 2010»

23 avril – 14 novembre	Musée Henry-Dunant de Heiden **«150 ans d'interventions de crise du CICR»** Documents iconographiques
	«Trains d'enfants à destination de la Suisse (1946–1956)» Des familles suisses hébergent des enfants venant de régions ayant subi la guerre
à partir du 23 avril	**«Des tables pour des pourparlers de paix privés»** L'art dans l'espace public de H.R. Fricker
8 mai	**«Commémoration de l'anniversaire de naissance d'Henry Dunant»** Ouverture des manifestations de l'année Dunant
à partir du 8 mai	Musée d'histoire de Heiden **«On a besoin de toi»** Atelier et voyages scolaires
22–24 mai	**«Camp national de la Pentecôte»** Organisé par l'Alliance suisse des samaritains et la Croix-Rouge suisse
27 juillet – 4 août	**«Camp international de jeunes pour l'humanité et la paix»** Symposium sur les réseaux mondiaux de jeunes
4–5 septembre	**Fête «Biedermeier» de Heiden** Cortège en costumes historiques de la Croix-Rouge
12 septembre	**«KidsCross»** Des enfants courent à travers le village pour la paix
18 septembre	Kursaal de Heiden **«Epouvante des uns, indifférence des autres»** Colloque des églises protestantes et catholiques
30 octobre	Place Dunant **«Commémoration du centième anniversaire de la mort d'Henry Dunant»**
30 octobre – 14 novembre	Eglise protestante de Heiden **«Une vie dramatique»** Œuvre musicale multimédia de Gion Antoni Derungs

«Humanité, solidarité …»
suite de la page 4

USA ont fondé la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge». Aujourd'hui la ligue s'appelle «Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge», c'est l'organisation centrale des sociétés nationales de la Croix-Rouge. En 1928 a été fondé comme organisation centrale du CICR et de la Fédération la «Croix-Rouge Internationale» (CRI) qui s'appelle aujourd'hui «Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge».

Aujourd'hui existent des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans 186 pays (en 2009). «Les ‹Sociétés internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge› (donc CICR, Fédération et sociétés nationales tous ensemble) comptent aujourd'hui 97 millions de membres actifs et de bénévoles. […] Le CICR a 12 500 collaborateurs. Dont 10 000 sont engagés comme délégations du CICR dans environ 80 pays.»

La *Croix-Rouge* aide aussi beaucoup de victimes dans des situations d'urgence qui ne sont pas dues à la guerre – accidents, catastrophes naturelles et épidémies. La *Croix-Rouge suisse* se compose de 24 associations cantonales, trois institutions comme le service du don du sang, et cinq organisations de sauvetage: *L'association suisse des samaritains, Garde aérienne suisse de sauvetage Rega, l'association suisse du service de santé militaire, Association suisse pour les chiens de sauvetage et de recherche.* Au centre se trouvent les domaines de la santé, de l'encouragement de la vie sociale en commun, et de la collaboration internationale pour le développement avec différents poins forts comme l'aide d'urgence humanitaire, l'organisation d'écoles et de cours. Il est réjouissant que dans quelques cantons se soient formés des *groupes de jeunesse de la Croix-Rouge.* Une grande partie de ce travail humanitaire est fourni par des bénévoles.

Le Leitmotiv pour toute aide, toujours dans le sens d'Henry Dunant, c'est l'humanisme vécu: «Chacun est partout et toujours un prochain.» Ces valeurs humaines importantes et les capacités personnelles sont présentées à la fin de la brochure par des exemples d'adolescents dans la vie d'aujourd'hui. Un projet sensé sont par exemple 50 classes d'écoles qui ont travaillé le thème d'Henry Dunant, et qui seront invitées à Heiden. La solidarité est démontrée par beaucoup d'exemples comme une valeur importante, car la solidarité comprend le sentiment d'ensemble et la devise: «Un pour tous, tous pour un.»

La signification du courage civique est présentée en relation avec la prévention de la violence. Il s'agit là d'une «intervention courageuse pour les valeurs sociales ou les valeurs de la collectivité», par exemple s'engager pour un camarade d'école qui se fait harceler. En outre, on cite des exemples de l'histoire et du présent.

Le texte sur l'entraînement en cas de conflits pour les adolescents est particulièrement vivant. On donne beaucoup d'importance à l'écoute active. Un cahier supplémentaire pour les enseignants a été conçu avec beaucoup de suggestions pour l'emploi de la brochure. Avec toutes ces activités les objectifs de l'année Dunant 2010 pourront certainement être réalisés: «Porter la vie et les activités d'Henry Dunant dans le monde. – En même temps les liens entre la Suisse et le Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures et avec Heiden seront montrés au moyen de différents projets.» On souhaite un grand rayonnement à ce matériel pédagogique excellent et à toutes les manifestations organisées.

Pour de plus amples informations concernant les manifestations, veuillez consulter le site: *www.dunant2010.ch* •

Une cloche de la paix pour Henry Dunant

*par Hans Amann**

Dans les premiers jours du mois d'août de l'année 1945, le Japon a été la cible d'une attaque nucléaire inimaginable et lourde de conséquences. Le 6 août, des pilotes américains ont largué la première bombe atomique sur la grande ville d'Hiroshima. Elle a détruit 60% de la ville universitaire. 260 000 personnes sont mortes le jour même, 163 000 blessés et des disparus sont restés. Par cette intervention radicale, le commandement militaire américain a voulu mettre fin à la guerre entre le Japon et la Chine le plus tôt possible. Trois jours après la catastrophe d'Hiroshima, le drame s'est répété lorsque la ville de Nagasaki a été détruite presqu'entièrement par une autre bombe à plutonium. 30 000 personnes ont été tuées, plus de 10 000 blessées et des milliers exposées aux rayons radioactifs dont le nombre reste inconnu, ce qui explique les victimes du syndrome d'irradiation encore des années plus tard.

La bombe larguée sur Nagasaki est tombée de 550 mètres d'altitude sur l'usine *Matsuyama* qui se situait tout près de l'université de médecine et de la cathédrale Urakami. L'explosion a provoqué une température de 9000 degrés. Dans un large périmètre tout a été détruit. Les cloches de la grande église sont tombées de 50 mètres des deux tours, en partie fondues. Seule la plus petite *cloche d'Angelus* a été retrouvée entre les ruines calcinées avec des dommages insignifiants sur ses bords. Quelques semaines plus tard, un échafaudage provisoire a été construit, d'où la cloche sonna de nouveau à Noël de la même année.

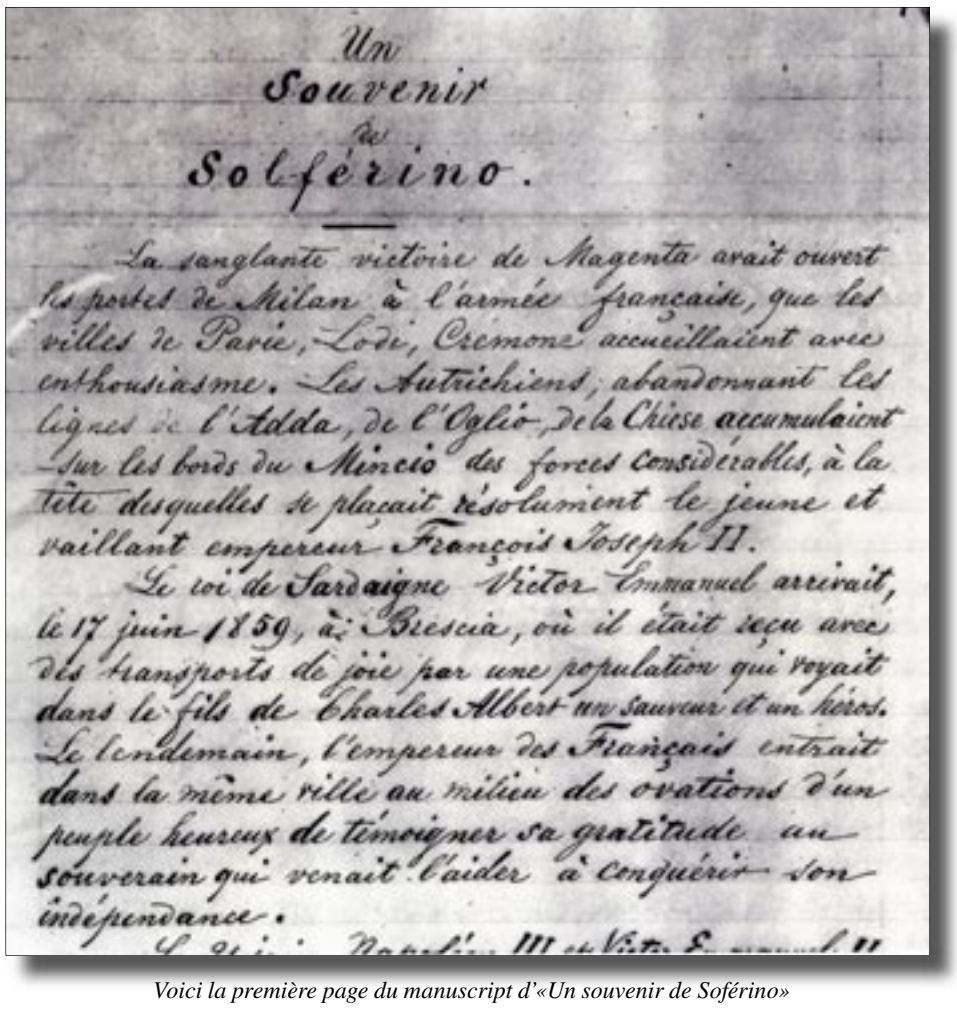
Depuis, la cloche d'Angelus est vénérée par les habitants de Nagasaki comme «Peace Bell», cloche qui sonne la paix. – Pour propager la cause de la paix dans le monde entier, des gens épris de paix de la ville japonaise se sont réunis pour faire couler quelques copies de cette cloche qui sonne la paix et aussi quelques plus petites. Ces cloches sont fabriquées depuis 1988 comme cadeau pour les villes qui s'engagent particulièrement pour la paix. Leningrad, Shen-Yang en Chine, Honolulu à Hawaïï, Tchernobyl et d'autres endroits ont été récompensées avec la cloche de la paix. Même la grande ville d'Hiroshima, qui a subi trois jours avant Nagasaki le même sort, a reçu en mémoire la cloche de la paix.

Délégation suisse recevant la «cloche de la paix» à Nagasaki (Japon): Jessica Kehl-Lauff (présidente de la section des deux Appenzell AR/AI de la Croix-Rouge suisse), Dr Otmar Kehl (médecin en chef à l'hôpital de Heiden et responsable de la gestion du Spitalverbund AR), Marlis Hörler Böhi (conservatrice du Musée Henry Dunant), John Böhi (Conseil d'administration du Musée Henry Dunant)

Le Japon et Heiden unis par la Croix-Rouge

Depuis 1904, existe entre Heiden et la Croix-Rouge japonaise une relation amicale. Chaque année, plusieurs centaines de Japonais visitent, individuellement ou en groupe, le *Musée Henry Dunant* à Heiden et la sépulture d'Henry Dunant à Zurich. L'ancienne postiére de Wolfhalden, *Catharina Sturzenegger,* fut la véritable constructrice du pont entre Heiden et le Japon. En 1904, elle fut envoyée au Japon, par *Henry Dunant*, comme première déléguée de la *Croix-Rouge* pour surveiller le maintien de la *Convention de Genève* lors de la guerre russo-japonaise. C'est grâce au travail pionnier de cette femme courageuse d'Appenzell – mais certainement aussi grâce à Henry Dunant qui a vécu en tant que retraité à l'hôpital de district, y est mort en 1910 et y a reçu le premier *prix Nobel de la paix* – que Heiden a aussi été choisi pour recevoir la cloche de la paix au musée, à la mémoire du centenaire de la mort d'Henry Dunant. Et maintenant, Heiden se trouve donc aux côtés des grandes villes de renommée mondiale qui ont déjà reçu une cloche de la paix et Heiden comme elles a reçu le prix. C'est un grand honneur pour Heiden et l'unique *Musée Henry Dunant* dans le monde entier! La cloche sera inaugurée au cours de l'année commémorative d'Henry Dunant en 2010 et aura sa place entre l'hôpital et le musée, et à partir de là, lors d'occasions spéciales, elle portera le message de paix d'Henry Dunant sur notre pays.

* *Hans Amann*, (1922) s'est engagé depuis 1987 pour le *Musée Henry Dunant* à Heiden qui sans lui n'existerait pas sous sa forme actuelle. Grâce à ses recherches et ses activités publicitaires concernant Dunant, le musée est en possession de nombreux documents originaux. Dans ses publications, il a traité divers aspects de la vie d'Henry Dunant peu éclairés jusque là.



Un
Souvenir
de
Solférino.

La sanglante victoire de Magenta avait ouvert les portes de Milan à l'armée française, que les villes de Pavie, Lodi, Crémone accueillaient avec enthousiasme. Les Autrichiens, abandonnant les lignes de l'Adda, de l'Oglio, de la Chiese accumulaient sur les bords du Mincio des forces considérables, à la tête desquelles se plaçait résolument le jeune et vaillant empereur François Joseph II.

Le roi de Sardaigne Victor Emmanuel arrivait, le 17 juin 1859, à Brescia, où il était reçu avec des transports de joie par une population qui voyait dans le fils de Charles Albert un sauveur et un héros. Le lendemain, l'empereur des Français entrait dans la même ville au milieu des ovations d'un peuple heureux de témoigner sa gratitude un souverain qui venait l'aider à conquérir son indépendance.

Voici la première page du manuscript d'«Un souvenir de Soférino»

Ce qui est écrit à la fin d'«Un souvenir de Solférino»

«N'y aurait-il pas moyen, pendant une époque de paix et de tranquillité, de constituer des sociétés de secours dont le but serait de faire donner des soins aux blessés, en temps de guerre, par des volontaires zélés, dévoués et bien qualifiés pour une pareille œuvre?»

«Puisqu'il faut renoncer aux vœux et aux espérances des membres de la Société des Amis de la paix […]. Pourquoi ne profiterait-on pas d'un temps de tranquillité relative et de calme pour étudier et chercher à résoudre une question d'une importance si haute et si universelle, au double point de vue de l'humanité et du christianisme?» […]

«Des Sociétés de ce genre, une fois constituées, et avec une existence permanente, demeureraient naturellement inactives en temps de paix, mais elles se trouveraient tout organisées vis-à-vis d'une éventualité de guerre.» […]

«Si une Société internationale de secours eût existé lors de Solférino et si des infirmiers volontaires s'étaient trouvés à Castiglione le 24, le 25 et le 26 juin, ou à Brescia vers la même époque, comme aussi à Mantoue ou à Vérone, quel bien inappréciable ils eussent pu faire!»

«Comment supposer qu'une légion d'aides actifs, zélés et courageux auraient été inutiles sur ce champ de destruction, pendant la nuit néfaste du vendredi au samedi, alors que des gémissements et des supplications déchirantes s'échappaient de la poitrine de milliers de blessés, en proie aux douleurs les plus aiguës, et subissant l'inexprimable supplice de la soif!» […]

«Dans des occasions extraordinaires, des princes de l'art militaire, appartenant à des nationalités différentes, ne serait-il pas à souhaiter qu'ils profitent de cette espèce de congrès pour formuler quelque principe international, conventionnel et sacré, lequel, une fois agréé et ratifié, servirait de base à des Sociétés de secours pour les blessés dans les divers pays de l'Europe?»

Arguments contre le libre-échange agricole

*Une interview de Markus Ritter, Altstätten SG**

hd. Au moins depuis la publication du «Rapport sur l'Agriculture mondiale» il est scientifiquement établi que ni le libre commerce des produits agricoles ni l'agro-industrie ne peuvent endiguer et combattre la faim dans le monde. Plus de 400 scientifiques issus de presque 100 pays ont consacré à ce domaine plusieurs années de recherches et sont arrivés à un résultat sans appel: c'est la petite agriculture à fort ancrage régional qui assure le maximum de sécurité alimentaire. Le libre-échange, tel que l'OMC et l'UE l'exigent, sert exclusivement les intérêts de l'industrie agroalimentaire et des grosses entreprises agricoles industrialisées qui fixent les prix mondiaux et détruisent ainsi les petites exploitations familiales indispensables pour nourrir la population. C'est surtout dans les pays en développement, mais aussi dans de petits pays comme l'Autriche, la Suisse et beaucoup d'autres pays que cette politique a des effets dévastateurs. Plus d'un milliard d'affamés dans le monde attestent de l'échec du libre-échange agricole. Mais ce n'est pas seulement la vie humaine qui est directement concernée; l'environnement souffre énormément d'une agriculture orientée exclusivement vers le profit et les hausses boursières. Les sols sont surexploités, les régions montagneuses négligées, et la monoculture comme l'élevage industriel favorisent l'apparition de maladies qui nécessitent l'emploi excessif de produits chimiques – le système écologique est fortement agressé.

Si l'on s'appuie sur ces résultats, l'agriculture traditionnelle telle qu'elle est encore largement pratiquée en Suisse peut servir d'exemple à d'autres pays. Une politique agricole soutenable ne doit pas être synonyme d'isolement et de retour à l'autarcie alimentaire, chose impossible à de nombreux pays en raison de leurs conditions géographiques et climatiques, mais permettre l'échange équitable et honnête des produits agricoles en fonction des données propres à chaque pays. Ce sera le seul moyen d'assurer à l'humanité tout entière une alimentation suffisante.

L'interview de Markus Ritter, président de l'Union saint-galloise des agriculteurs, aborde des questions importantes et indique une voie pour une agriculture durable et orientée en direction du bien commun.

Horizons et débats: Madame la conseillère fédérale Leuthard, qui appartient à votre parti, négocie avec l'UE un traité de libre-échange agricole. Pouvez-vous nous dire ce que cela implique?
Markus Ritter: Il s'agit d'une libéralisation totale de tout le secteur vivrier entre l'UE et la Suisse. Toutes les restrictions et tous les droits de douane, tous les obstacles techniques au commerce doivent être abolis. Un échange de marchandises transfrontalier complètement libre, que rien ne gêne, sera alors possible. A première vue c'est séduisant, en y regardant de plus près beaucoup moins.

Comment cela?
Dans les vingt ou trente années écoulées la politique agricole suisse était pensée pour des exploitations familiales. La politique agricole a constaté qu'en Suisse les coûts de production sont relativement élevés. Il fallait donc payer les produits agricoles à un prix qui permette aux paysans et paysannes de notre pays de couvrir ces coûts et de nourrir leurs familles.

En Suisse il existe également d'importants besoins en matière de protection de l'eau, de l'environnement, des animaux et de qualité des produits. C'est ce qu'on voulait reconnaître en fixant les prix payés aux producteurs. On a donc établi un système douanier pour répercuter ces prestations. Les droits de douane sont une des mesures les plus efficaces pour assurer les revenus, parce qu'ils permettent d'obtenir un effet relativement important au prix d'une dépense relativement faible. Ils ne coûtent rien aux contribuables, et de surcroît la Confédération encaisse chaque année 400 millions de francs de recettes douanières, à la grande joie du conseiller fédéral *Merz*.

«Des tables rases comme celle que serait le traité de libre-échange avec l'UE, qui détruirait tout simplement un système en évolution continue depuis des décennies, ce n'est pas possible.» (photo rg)

Gagnants et perdants

On pourrait maintenant se demander: et sur les consommateurs, quelles retombées? En dépit des droits de douane et du surcoût à l'achat chez les commerçants nous ne dépensons qu'à peine 7% de notre revenu pour nous nourrir. C'est le plus petit pourcentage européen. Des calculs scientifiques concernant le libre-échange agricole ont montré que le revenu paysan serait divisé par deux suite à la baisse des prix à la production. En profiteraient ceux qui peuvent gagner sur les rentes à l'importation, c'est-à-dire la différence entre le bas prix de produits importés et leur prix de vente élevé en Suisse. Oui, les intermédiaires ont un vif intérêt à l'introduction de ce système qui leur offrira une rente sur les importations. Et en même temps – par le biais des mesures d'accompagnement étatiques – de recevoir des fonds de l'Etat afin de réduire leurs propres investissements.

Les entreprises en amont et en aval veulent profiter de ces mesures d'accompagnement?
Oui, ces entreprises ont posé des exigences relativement élevées dans le cadre des activités d'une groupe de travail. Ceux qui exigent à grands cris le libre-échange agricole sont parallèlement ceux qui exigent le plus de mesures d'accompagnement de la Confédération. Et il s'agit de 5 à 7 milliards de francs suisses!

L'agriculture ne demande pas davantage de paiements à la Confédération. Mais ceux qui veulent le libre-échange agricole avec l'UE disent qu'il leur faut beaucoup d'argent pour amortir trois surcoûts. D'abord les investissements qu'ils ont déjà faits. Ils veulent que la Confédération les subventionne partiellement. Ils disent qu'ils doivent pouvoir se battre à armes égales avec les entreprises européennes. De même, en vue d'investissements ultérieurs, l'Etat devrait verser des fonds aux entreprises situées en amont et en aval. En Suisse nous avons un autre type de système. Nous disons: chacun investit pour son propre compte. Il investit à ses propres risques. Et chacun doit voir s'il peut prendre ce risque.

Le deuxième point, ce sont les stocks. Les entreprises en question détiennent des stocks. Et si nous introduisons le libre-échange avec l'UE, les prix vont baisser pour atteindre ceux de l'UE. Donc leurs stocks vont perdre de la valeur. Elles aimeraient bien que l'Etat finance cette perte.

Le troisième point est qu'ils veulent aussi être soutenus dans leur effort de marketing. Et alors là, nous avons été très sceptiques. Si quelqu'un qui parle d'avantages à espérer demande en même temps d'énormes aides à la Confédération, une certaine prudence s'impose. Sans parler des 400 millions de francs suisses que l'Etat perdra en recettes douanières. Là, on peut se demander à qui au juste profite tout ça.

Quelles entreprises exigent la plus grosse part du gâteau des «mesures d'accompagnement»?
Justement les plus gros de tous ceux qui magouillent dans cette affaire. Il n'y a qu'à voir qui est dans l'alliance agroalimentaire, qui pousse à la roue. Beaucoup de consommateurs croient toujours que si les agriculteurs vendent leurs produits moins cher ils les paieront moins cher en magasin. C'est un jugement économique fallacieux. La part qui revient au paysan sur l'argent déboursé par le consommateur n'est que de 25% environ. En outre le marché des produits agricoles et celui des produits alimentaires en magasin sont largement indépendants l'un de l'autre.

Et le plus important, c'est le pouvoir d'achat. Toutes les entreprises – et nous le voyons bien quand nous achetons des autos, des tracteurs et autres biens que nous utilisons tous les jours – toutes les entreprises essaient d'attirer le pouvoir d'achat en fonction de chaque pays. Donc, dans un pays qui a un fort pouvoir d'achat, les prix sont volontairement élevés. Les mêmes produits sont mis en vente beaucoup moins cher en Grèce qu'en Suisse. Les firmes multinationales proposent le même produit à des prix permettant à ceux qui veulent l'acheter de le faire. Et le résultat c'est bien sûr qu'en Suisse les prix sont les plus élevés.

Il s'ensuit donc malheureusement que si les grossistes achètent aux prix pratiqués dans l'UE, cela ne changera presque rien aux prix en magasin.

Certains gagneront simplement davantage.
Oui, les marges augmenteront. Autre preuve, depuis 1990, les prix payés aux paysans ont baissé de 25% alors que les prix en magasin ont augmenté de 15%. Donc l'écart s'accroît. Ce processus s'est un peu ralenti. Mais le libre-échange agricole avec l'UE leur offrirait la possibilité de l'accroître à nouveau massivement. Je ne reproche pas aux industriels de pratiquer cette stratégie, mais il faut savoir pourquoi et comment ils procèdent, et en informer les consommateurs.

Nous aurons vraisemblablement par la suite une vote populaire à ce sujet.
Si le libre-échange agricole était adopté par le Parlement, il y aurait sûrement un référendum. Ce qui m'importe, c'est qu'on parle d'un prétendu avantage pour les consommateurs. Si c'était vrai, on pourrait s'y résigner. Mais ce qui me donne à penser, c'est qu'on ne dit pas toute la vérité à ceux qui vont voter. Et ensuite tous les paysans et tous les consommateurs doivent eux-mêmes décider de ce qu'ils jugent bon et de ce qu'ils veulent changer dans ce domaine.

Est-il exact que le libre-échange agricole conduirait à l'abandon des terres (Vergandung der Natur), surtout dans les hautes vallées et à un exode rural accru dans ces régions? Quel impact cela aurait-il sur l'entretien du paysage?
C'est exact. La société devrait accorder un grand intérêt à l'évolution future de l'agriculture. Vous savez, les paysans sont somme toute un petit peuple heureux. Tous les exploitants agricoles savent qu'ils ne deviendront pas riches, ils font ce métier par amour de la nature et des bêtes. Etre paysan ou paysanne, de nos jours, c'est aussi une vocation. Et toute la famille doit être derrière vous. Les paysans et paysannes se donnent corps et âme à leur métier, et ils l'aiment.

On soigne ses arbres, sas prairies, ses pâturages fleuris, on soigne ses forêts et ses bêtes. Mais on sait que l'on ne sera pas dédommagé à 100% de sa peine. Non, c'est plus que ça. Derrière il y a un certain sens de la vie, une joie de vivre, une philosophie. Une famille qui porte le tout. Et de cela on tire beaucoup plus. C'est ma façon de voir les choses.

Avantages du modèle suisse

Mais cet engagement peut être détruit s'il s'exerce dans de mauvaises conditions. Je suis pour une évolution «sur mesures». Des tables rases comme celle que serait le traité de libre-échange avec l'UE, qui détruirait tout simplement un système en évolution continue depuis des décennies, ce n'est pas possible. Il y a 20 ans que nous travaillons à cette nouvelle politique agricole, basée sur les paiements directs, le dédommagement pour les apports écologiques, et surtout sur la déconnexion entre marché et prestations d'économie générale. C'est un système qui mérite d'être respecté.

Avez-vous l'impression que la voie suivie depuis 20 ans, remplacer les subventions par les paiements directs était un bon choix pour l'agriculture?
Oui, une bonne voie, importante, et surtout très facile à défendre et à expliquer.

Et aussi facile à mettre en œuvre, évitant de trop nombreux détournements et empêchant que des gens profitent de la caisse commune sans rien donner en échange?
C'est l'avantage du système suisse. Tous les ans nous avons les dernières données pour chaque exploitation. Autrefois on ne pouvait pas répertorier toutes les surfaces en permanence et en totalité, mais maintenant nous avons les arpentages, les données sont 100% en accord avec les données du cadastre et les conditions que la Confédération prescrit dans chaque cas. C'est ce qui permet en Suisse un système de paiement tout à fait correct.

Il en va de même pour les cheptels: tous les veaux, toutes les vaches sont enregistrés dans une banque de données. L'informatique nous permet de connaître tout au cours de l'année la moyenne des cheptels au millième près, et donc d'éliminer les sources d'erreurs.

Impressionnant!
Oui, effectivement. Incroyable. Quand un paysan touche un franc suisse, cela correspond à un travail qu'il a effectué au cours de l'année. Et si l'année suivante il ne l'effectue plus, il ne touchera plus rien. Cette transparence est importante.

La politique agricole de l'UE

Dans l'UE bien des choses sont très peu claires. Les paiements se basent sur des relevés et des prestations anciennes.

Suite page 7

* Markus Ritter, agriculteur, membre du PDC [Parti démocrate chrétien], s'investit dans le groupe agriculture de son parti, préside l'Union saint-galloise des agriculteurs, dirige une exploitation laitière avec élevage, arbres fruitiers de haute tige, abeilles, etc.

«Des jardins bourdonnants», un projet pour les abeilles

par Ruedi Ritter, Zollikofen

L'Union des sociétés d'horticulture suisses alémaniques (*Verband deutschschweizerischer Gartenbauvereine*) offre aux propriétaires de jardin un paquet avec des plantes choisies pour abeilles. Il contient:

- Cinq jeunes plants de fleurs de jardins (origan, ortie, lavande, thym et orpin = plaisir d'automne), qui après un bon développement primaire par formation de pied ou par semence se propage elle-même, toutefois sans mauvaise herbe.
- Deux portions de graines de fleurs avec de bonnes plantes (sarrasin, réséda, cardère sauvage, trèfle rouge, trèfle incarnat, trèfle blanc et phacelia), toutes des fleurs pour la plate-bande ou l'espace vert.
- Une affiche «Jardins bourdonnants», qui distingue le jardin comme jardin pour abeilles et bourdons. (On peut la placer dans le jardin.)
- Une instruction détaillée sur les plantes et les semailles, mais aussi sur la conception de jardins et sur l'emplacement des plantes et des semailles de fleurs.
- Des *tuyaux importants* où et comment les abeilles sauvages et les bourdons trouvent des possibilités de nid dans le jardin sans que les enfants ou les adultes en soient dérangés.

De telles actions de propriétaires de jardins sont très bien vues des apiculteurs car elles aident, à côté des abeilles sauvages, aussi nos protégées, les abeilles mellifiques.

Les apiculteurs eux aussi peuvent créer un petit paradis pour abeilles et bourdons en versant 15.– frs sur le compte de chèque postal 46-5769-8, Verband deutschschweizerischer Gartenbauvereine, 3425 Koppigen. Vous recevrez le paquet fin avril/début mai.

Pour de plus amples informations veuillez consulter le site: www.vdgv.ch
Ruedi Ritter, Zollikofen
Source: Schweizerische Bienen-Zeitung 04/2010

Un bourdon recueille sa nourriture sur un chardon sauvage. (photo Ruedi Ritter)

Le phacelia est une plante servant d'engrais vert. A la floraison, elle offre aux abeilles beaucoup de nectar et un beau pollen bleu. (photo Ruedi Ritter)

«Arguments contre …»
suite de la page 6

Que voulez-vous dire?
L'UE a procédé, il y a quelques années, à une enquête relative aux prestations des diverses exploitations. Les paiements directs sont effectués sur cette base depuis cette date, même si les prestations ne correspondent plus.

Maintenant on comprend pourquoi vous dites que nous avons 10 à 15 ans d'avance sur l'UE.
Etant donné la taille énorme de l'UE, il est difficile d'effectuer des relevés tous les ans pour ajuster les versements. Pourtant ce serait nécessaire pour que les dédommagements soient équitables. Chez eux ce n'est pas transparents, l'appareil est trop important. On peut se demander combien de temps on acceptera ce système. Le problème, c'est l'exécution. Le deuxième problème c'est la politique de subventions pour les bâtiments agricoles dans toutes les zones et pour les entreprises en amont et en aval. Elle n'est pas adéquate.

Est-ce cela que vous avez appelé «contributions aux investissements»?
Oui. La plus grande partie des fonds va aux infrastructures. Dans les entreprises en amont et en aval et dans les exploitations agricoles elles-mêmes. Cela crée des incitations factices.

En Suisse la production est régie par le marché. Lorsque la demande est forte les paysans investissent aussi dans les infrastructures. Dans l'UE les subventions poussent à investir dans des bâtiments qui ne correspondent pas totalement aux besoins du marché. Ce qu'il faut faire, c'est récompenser les prestations, et non favoriser la mise en place de structures. Maintenant on veut fondre les deux systèmes en un seul, ça ne marche pas. Voilà le problème de fond.

Sinon il faudrait dire: nous voulons une autre politique agricole en Suisse. C'est au peuple de décider: lâcher l'écologie, favoriser les grosses exploitations et la production de masse. Est-ce bien ce que nous voulons?

Est-ce bien ce que veulent les Suisses?
En adoptant l'article constitutionnel relatif à l'agriculture en 1996, le peuple a décidé de la démarche à engager et maintenant il faut adapter la politique à cette démarche et non l'inverse.

L'article constitutionnel relatif à l'agriculture

Quelle démarche le peuple a-t-il approuvé en 1996?
Dans les années 80 le peuple a plusieurs fois dit non à des dispositions de la politique agricole de l'époque, qui prévoyait de financer les excédents, qu'il s'agisse de fromage, de sucre ou de céréales. En 1995 un nouvel article constitutionnel a été refusé. Cet article aurait été un petit pas en faveur de l'écologie, mais surtout un grand en faveur du marché. Puis a suivi en 1996 un nouvel article qui mettait nettement l'écologie au premier plan. Les paysans étaient chargés de trois tâches: fournir la population en produits alimentaires sains, entretenir le paysage et pratiquer une agriculture écologique. Un quatrième aspect était une occupation décentralisée des sols, surtout à cause des hautes vallées excentrées.

Madame Leuthard dit que le Traité de libre-échange ouvrirait à la Suisse un marché de 500 millions de consommateurs. Qu'en dites-vous?
Ce sont des calculs erronés. Les grosses firmes agroalimentaires auraient un accès complet à la l'UE. Mais ce ne serait pas un avantage pour l'agriculture suisse. Nous couvrons nos besoins à 58%. Autant dire que nous pouvons, en Suisse, nourrir 4,5 millions de personnes et que les 3,2 qui restent dépendent déjà des importations. Pour la grande majorité des produits, sauf pour le fromage, nous n'aurions pas les quantités nécessaires pour nous tailler une place en Europe. Il faut tout simplement y penser. Nous ne pourrions conquérir que de toutes petites parts de marché, par exemple certaines régions du Sud de l'Allemagne, l'espace berlinois ou peut-être quelques grandes villes italiennes.

Toute autre prétention n'est pas réaliste. Nous n'avons pas les quantités. Et nous ne voulons pas miser sur la production de masse, mais sur des produits écologiques et naturels. Nous avons déjà totalement libéralisé le fromage depuis juillet 2007. On peut importer et exporter du fromage sans aucune taxe douanière. Mais dans tous les autres domaines nous n'avons guère de possibilités. Toute autre analyse de la production agricole suisse est illusoire.

Prétendre que ce Traité nous donne des chances est donc un argument purement électoral?
Je vais ajouter quelque chose. On pense toujours que nous pourrions nous mettre à la production de masse. Mais les possibilités d'occupation du sol nous imposent des limites claires. Nous avons 1 million d'hectares de surfaces cultivables, et chaque jour 8 hectares – soit un mètre carré par seconde – disparaissent sous les constructions. Autrement dit, 3000 hectares par an d'excellente terre. Nous ne pouvons pas étendre encore nos surfaces agricoles, elles sont limitées. Tout est déjà utilisé.

La terre – un bien précieux entre tous

Nous ne pouvons pas délocaliser tout simplement la production vers l'Inde ou la Chine. Du point de vue de la productivité nous sommes tous d'excellents professionnels. Mais nous voulons rester naturels, et donc nous limitons l'emploi d'engrais et d'insecticides/pesticides. Nous ne pouvons ni ne voulons tirer davantage de notre sol. Et même, la production va plutôt diminuer dans les années à venir en raison de la perte des surfaces cultivées. Aussi bien dans les zones de montagne, où tous les ans une surface du la grandeur du lac de Thoune disparaît en raison de l'extension de la forêt, qu'en plaine où tous les ans 3000 hectares sont définitivement ôtés à la production vivrière par les constructions. Cette évolution m'inquiète beaucoup.

Durabilité

Les conditions-cadres de la politique agricole sont-elles encore soutenables aujourd'hui? Ou ne faudrait-il pas apporter quelques corrections, si l'on ne veut pas épuiser la terre, mais la remettre en bon état, dans trente ans, aux générations futures?
La durabilité implique trois facteurs. De nos jours, on ne satisfait pas à tous. L'une de mes principales préoccupations est le bétonnage, le mitage continu de notre paysage par de nouvelles habitations. De plus en plus de zones constructibles sans densification de l'habitat. Nous avons aussi un gros problème avec l'occupation des sols. Les zones déclarées constructibles ne sont pas mises à disposition. On attend des hausses du prix des terrains et de ce fait on élargit toujours plus les zones constructibles. C'est un problème écologique. Si nous ne freinons pas cette évolution, dans 300 ans tout sera construit en plaine, jusqu'au dernier mètre carré. La nouvelle loi d'aménagement du territoire tente de prendre des mesures pour y remédier.

L'agriculture rencontre un autre problème de durabilité: un problème économique, car un traité de libre-échange avec l'UE amputerait de moitié le revenu des paysans. Ces deux points sont à mes yeux les plus importants. Le libre-échange agricole avec l'UE tel que le conçoit l'OMC entraîne des problème économiques, écologiques et sociaux. Nous n'avons qu'une nature et qu'un pays. Il faut absolument en prendre soin.

Sécurité alimentaire

Qu'entraînerait le libre-échange agricole dans le domaine de la sécurité alimentaire?
La sécurité alimentaire est fortement dépendante de l'autoproductivité. J'ai parlé d'une couverture de nos besoins à 58%. Et bien sûr, plus nos prix sont bas, plus nous avons une évolution de type néo-zélandais. C'est-à-dire que de nombreuses exploitations abandonnent et cessent de produire. Dans les zones défavorisées l'exode s'accentue. Quand on produit quelque chose qui ne vaut plus rien, votre motivation en prend un coup. Beaucoup d'exploitants chercheraient un revenu complémentaire. Et alors la production professionnelle perd de sa valeur.

Toutefois la sécurité alimentaire est une question très importante, surtout en raison de la pénurie d'eau au niveau international et aussi de l'augmentation considérable de la population dans le monde. On ne peut faire de reproches à personne, mais c'est un fait: l'humanité compte chaque année 90 millions de membres supplémentaires et en 2050 nous serons 9 milliards. Et tous voudront manger. Il ne faut pas faire de crise d'hystérie, ni s'énerver, mais il faut en être conscient. Et veiller à ne pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Elle ne couvre déjà plus que 58% de nos propres besoins. Il faut y songer sérieusement et réfléchir à un problème de fond: l'approvisionnement en produits alimentaires autochtones sains vaut-il 7% de mes revenus? Si ce n'est pas le cas, nous avons eu tort de voter l'article constitutionnel. Et si c'est le cas, il nous faut poursuivre dans la voie de politique agricole où nous nous sommes engagés et ne pas détruire notre type d'agriculture en approuvant le libre-échange avec l'UE.

Markus Ritter, nous vous remercions pour cette interview. On sent que vous vous engagez véritablement en faveur d'une agriculture durable qui offre également un avenir à nos paysans. •

La coopération entre sept familles

Coopération au lieu de concurrence – Matterhorn Valley Hotels AG à Grächen

par Hedwig Schär, gouvernante de maison BF

Matterhorn Valley Hotels
ursprünglich vielfältig - Grächen

L'objectif du «Groupement suisse pour les régions de montagne» (SAB) est l'amélioration des conditions d'existence et des possibilités de développement pour la population vivant dans les régions montagneuses. Il a reconnu de manière croissante qu'en dehors de l'agriculture, les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle important pour la sécurité économique dans ces régions. Le plan d'action Economie qui en découle, adopté en septembre 2009, doit poser et améliorer ces bases (www.sab.ch). Dans l'exemple d'une coopération de sept hôtels dans le Valais, presque toutes les exigences du plan d'action sont à l'heure actuelle remplies.

Quand on se promène à travers le village de Grächen dans la vallée de la Matter, on découvre toujours une image rouge et blanche du Matterhorn (Cervin) avec le logo *Matterhorn Valley Hotels*. Si l'on étudie l'affaire de plus près, on apprend qu'il s'agit de sept hôtels, c'est-à-dire d'entreprises familiales, qui se sont assemblées pour devenir une société anonyme (SA): Les hôtels *Alpina*, *Desirée*, *Elite*, *Hannigalp*, *La Collina*, *Turm-Hotel Grächenhof* et l'apparthôtel *Des Alpes*. Ce sont les plus grandes entreprises sur place avec en moyenne 60 à 80 lits. Les *Matterhorn Valley Hotels* gèrent 50 000 des 80 000 nuits annuelles d'hébergement à Grächen, c'est-à-dire 60%.

Comment en est-on arrivé là? L'amorçage initial a été fait en 2003 par l'Association hôtelière du Valais qui a invité tous les hôteliers à un atelier d'analyse dans lequel on devait aspirer à une meilleure coopération entre les entreprises. Au début, dix hôtels de la région ont montré leur intérêt, à la fin, il ne resta plus que six hôtels gérés par cinq hôteliers qui ont pu s'imaginer une si étroite coopération. Le travail de construction a duré trois ans, jusqu'en 2006 avant que la coopération ait été faite. Au début, le groupe hôtelier était une association, toutefois il ne voulait pas garder cette forme de société, car on peut à tout moment quitter une association. Les entreprises familiales devaient être liées de manière permanente. Ainsi, ils ont fondé une Société anonyme de laquelle chacun est devenu actionnaire en apportant 10 500 francs et à travers cette structure sérieuse, ils ont témoigné leur volonté de participer. Le projet est subventionné par l'*Association hôtelière du Valais*, le Canton du Valais ainsi que le *Secrétariat d'Etat à l'économie Seco*.

Le budget annuel de la communauté d'entreprises se compose d'un montant de base et de 1,5% du chiffre d'affaires. Avec cet argent, on finance le marketing et un emploi de 20% pour l'administration.

Des contrats-cadres communs

L'idée était de pouvoir diminuer les coûts dans différents domaines au moyen de bons contrats-cadres. Le fait que la société d'entreprises couvre plus de la moitié de toutes les nuits d'hébergement à Grächen, leur donne une position forte dans la négociation. Un logo commun a été développé et la forme de marketing uniformisée. Le marketing a été remis à une entreprise externe spécialisée. Si les coûts du marketing – dans la branche touristique un facteur important – sont divisés par sept, alors un hôtel de classe moyenne peut aussi le financer. Un bon degré de célébrité a des effets sur le nombre d'hébergements.

En 2009, le troisième prix du «Milestone» décerné depuis 10 ans en faveur d'un projet innovateur a été remis aux Matterhorn Valley Hotels. C'est un grand honneur, vu que ce prix est un peu l'équivalent d'un «Oscar» dans la branche hôtelière!

Avec les fournisseurs, on a négocié des contrats communs. Pour un volume d'achat d'un million de francs, il en résulte une réduction des coûts de 8%, ce qui fait une économie de 80 000 francs. Les assurances ont été également conclues en commun. Ainsi, on a pu parvenir à des rabais intéressants. Dans l'hôtellerie, la qualité est énormément importante. Ici aussi, la société d'entreprise a des directives communes: Toutes remplissent la norme ISO 9001 (management) et la norme ISO 14001 (environnement).

Le point crucial a été de mener une comptabilité et un conseil fiscal unitaires.

Grâce à l'administrateur commun, les coûts devaient être également réduits. Pourtant, il est tout à fait contraire aux habitudes helvétiques de parler des chiffres dans une entreprise et de les révéler à la «concurrence». Là, quelques-uns des sociétaires ont dû se faire violence. Aujourd'hui, les chiffres sont transparents pour tous les hôtels de la communauté d'entreprises, tous voient mensuellement les chiffres de tous les autres, il a été convenu de garder le silence vis-à-vis de l'extérieur. Chaque mois a lieu une réunion de la direction avec les directeurs des entreprises c'est-à-dire les hôteliers ou les locataires des sept maisons, lors de laquelle les préoccupations communes sont discutées. Pour la réalisation d'un projet, la majorité de 5:2 est nécesaire. Si la proportion des votes est de 4:3, alors la décision ne sera pas mise en pratique et doit être de nouveau remaniée pour faire l'objet d'un nouveau vote. Bien que la proportion 4:3 signifie la majorité simple, elle n'est pas acceptée afin de protéger avec ce règlement les entreprises plus petites.

Neuf hôtels situés dans toute la vallée de la Matter ont pu s'associer à cette communauté d'entreprises. Le nom de celle-ci a été consciemment choisi afin qu'elle soit ouverte à tous: Il se compose du nom célèbre «Matterhorn» (Cervin) et du Mattertal (Vallée de la Matter), car Grächen se situe un peu plus haut sur une terrasse ensoleillée dans la vallée de la Matter. Toutefois, les nouveaux membres ne peuvent plus devenir actionnaires, mais ils reçoivent un contrat de franchise. Cela s'est déroulé l'année dernière lorsqu'un nouvel hôtel s'y est joint.

Avantages pour les hôtes

Pour les hôtes, il en résulte aussi différents avantages: Ils reçoivent lors d'un «dine around» comme on le désigne, une réduction. Cela veut dire que s'ils veulent manger dans un autre hôtel qui fait également partie du *Matterhorn Valley Hotels*, ils paient moins cher. La piscine de l'*Hôtel Hannigalp* peut être utilisée gratuitement par tous les hôtes des partenaires hôteliers. Il existe aussi des points communs dans le programme de loisirs:

Chaque hôtelier offre une activité originale et proche de la nature et les hôtes de tous les hôtels peuvent en profiter. De cette manière, il existe un programme intéressant pour chaque jour. L'offre comprend en hiver la visite d'une ferme de montagne, une randonnée de raquettes de neige accompagnée du récit d'un conte de fée, une excursion dans une vigne avec des informations sur la viticulture, du snowbike ou une randonnée nocturne à la pleine lune dans la neige.

Grâce à ce bon service, les nuits d'hébergement de la communauté ont pu augmenter ces dernières années de 21%.

Les entreprises familiales sont préservées

Ce qui est particulier est le fait que chaque hôtel garde son propre caractère. *Matterhorn Valley Hotels* n'est pas une simple chaîne d'hôtels avec des entreprises coordonnées, mais une communauté d'entreprises avec des maisons individuelles. Toutefois, ils travaillent ensemble dans la mesure du possible et du raisonnable. Ainsi, la formation des employés au début de la saison s'effectue en commun, cependant chaque hôtel s'occupe lui-même du recrutement, car là le personnel doit convenir à chaque entreprise familiale.

«Milestone» – un prix convoité dans la branche hôtelière

En 2009, le troisième prix du «Milestone» décerné depuis 10 ans en faveur d'un projet innovateur a été remis aux *Matterhorn Valley Hotels*. C'est un grand honneur, vu que ce prix est un peu l'équivalent d'un «Oscar» dans la branche hôtelière!

L'exemple doit faire école

Le Plan d'action Economie, adopté en 2009 lors du congrès du «Groupement suisse pour les régions de montagne» a pour objectif d'aplanir les infrastructures concernant les entreprises, de favoriser la coopération multi-entreprises, d'améliorer les conditions-cadres pour les PME dans le territoire montagneux, d'encourager le développement économique durable et d'améliorer l'image du territoire de montagne en tant que place de travail.

Avec beaucoup de patience et d'élan, les hôteliers de Grächen ont réalisé cet objectif du Plan d'action Economie. Les bonnes idées se répandent rapidement. Il existe déjà des demandes dans d'autres régions touristiques telles que le Toggenburg et le Lötschental pour reprendre le modèle. C'est bien, car les bons exemples doivent faire école! •

24e Salon international du Livre et de la Presse de Genève

Venez nous voir

du 28 avril au 2 mai 2010

au stand n° E 747
d'**Horizons et débats**

à Genève/Palexpo

(www.salondulivre.ch)

La coopérative Zeit-Fragen
y présente ses publications
en français, allemand et anglais

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».